

La Gazette

de la Grande Ile

www.lagazette-dgi.com

La vérité imprimée

Jeudi 16 avril 2009

Fiscalité : ni création de nouveaux impôts ni hausse des taux

Cette année, le pays ne pourra pas atteindre l'objectif de 2.352,1 milliards Ar de recettes fiscales prévues dans la loi de finances 2009 dont 1.183,1 milliards Ar par l'administration fiscale (DGI) et 1.169 milliards Ar par la douane. La baisse des cours du pétrole entraînant une réduction du volume de recettes fiscales perçues sur les produits pétroliers explique, entre autres, ce problème. Cette nouvelle donne oblige les autorités concernées à revoir à la baisse les recettes fiscales et douanières. Malgré tout, la Direction générale des impôts (DGI) tient à informer les contribuables : « Il n'est nullement question de créations de nouveaux impôts ou d'une hausse du taux d'imposition (d'ailleurs prévues dans la LF 2009) mais que les ef-

forts seront axés, pour accroître le rendement fiscal, sur l'amélioration du taux de recouvrement fiscal, en incitant le civisme fiscal et en respectant l'orthodoxie budgétaire ». Cette déclaration annonce déjà que même dans une éventuelle rectification de la loi de finances qui devrait être un passage obligé, les contribuables ne devraient pas s'attendre à une mauvaise surprise de la part de la DGI.

Les recettes fiscales financent une partie des dépenses d'investissement engagées par l'Etat, mais en ces temps de crise, une nouvelle hausse des taux d'imposition ou la création de nouveaux impôts ne seront pas du tout la bienvenue auprès des contribuables. Les entreprises voient leurs activités ralentir tandis que les ménages doivent se serrer la ceinture. Les autorités de

la transition doivent faire de même et abandonner les prévisions inscrites dans la loi de finances 2009. Celle-ci prévoit que pour 2009, les dépenses publiques s'élèveront à 4.074,9 milliards Ar ou 21,6% du PIB ou des richesses créées dans le pays. Le budget pour la présidence de la République à lui seul est de 132,7 milliards Ar pour 2009, contre 79,8 milliards Ar en 2008. Cette hausse vertigineuse se traduit par un budget somptuaire de 363,8 millions Ar ou plus de 1,8 milliard Fmg par jour. La grande majorité des Malgaches, c'est-à-dire près de 70% de la population vivent pourtant avec l'équivalent de moins de 1,25 dollar ou moins de 2485 Ar par jour. Le fossé est incommensurable entre ce montant définissant le seuil de la pauvreté

et le budget de la présidence.

Les autorités de la transition sont obligées de faire des coupes sombres dans les dépenses publiques. Elles y sont obligées dans le sens où les recettes fiscales et douanières vont connaître une baisse significative. La douane a déjà annoncé la couleur avec une baisse de ses recettes qui devraient passer d'une prévision initiale pour 2009 de 1.169 milliards à 960,6 milliards Ar pour la nouvelle prévision. Mais comme pour l'administration fiscale, cette nouvelle donne ne va pas se traduire par des pressions encore plus élevées sur les contribuables. Au contraire, la douane promet la continuité en matière de réformes et de modernisation.

Fanjanarivo